

FACTVM,

pim 6

Pour le Sieur Euesque, Dignitez & Chanoines du Chapitre de Mirepoix, le Scindic du Clergé dudit Diocèse, & les Agents generaux du Clergé de France joints à eux, intimez & defendeurs en complainte, & demandeurs en excez & en execution des Arrests du Conseil du 18. Nouembre 1639. & 28. Aoust 1640.

Contre Dame Louïse de Rocquelaure veufue de feu M^{re} Alexandre de Leuis, Seigneur par pariage de la ville de Mirepoix avec le Roy, appellante comme d'abus de diuerses Ordonnances rendües par ledit Sieur Euesque, le 25. Iuin, 25. Iuillet, 7. & 13. Aoust 1639. demanderesse en complainte, & defenderesse au principal.

LE 25. iour de Iuin 1639. le Promoteur en l'Officialité de Mirepoix presenta requeste au Sieur Euesque dudit lieu; tendante, A ce que defences fussent faites à toute sorte de personnes laïques, de s'emparer dans le Chœur de l'Eglise Cathedrale dudit Mirepoix, des places destinées aux Ecclesiastiques pendant la celebration du Seruice Diuin, au piéd de laquelle ledit Sieur Euesque donna son Ordonnance, portant defences à toutes personnes laïques d'occuper lesdites Chaires, & de troubler le Diuin Seruice, sous peine d'excommunication.

Cette Ordonnance fut publiée au Profne de la Messe parroissiale, & affichée à la porte de la Chathedrale le 10. du mois de Iuillet de la mesme année, estant d'autant plus necessaire que dans le Chœur de ladite Eglise, il n'y a qu'autant de Chaires qu'il y a de Chanoines & Beneficiers dans le Chapitre; c'est à sçauoir, qua-

A



rante-quatre Chaires hautes, respondantes au nombre de quarante-quatre, tant Chanoines que grands Prebendiers, lesquels doiuent estre actuellement Prestres, & trente-deux basses pour les Prebendiers de douze & de quinze, & autres Officiers du Chapitre, n'y en ayant pas mesme suffisamment pour les Aumosniers dudit Sieur Euesque.

Et bien qu'auparauant cette Ordonnance, ladite Dame n'eust iamais pretendu, non plus que les Ancestres de son mary, aucun droit dans l'Eglise Cathedrale, ny tesmoigné affecter aucune place dans le Chœur d'icelle, elle fit toutesfois du depuis esclorre trois pretentions nouuelles & inouïes pour la chocquer, & à cét effet le 24. du mesme mois pendant que les Vespres se chantoient, elle vint dans le Chœur, prit place aux hautes Chaires, occupant celle du Preuost, premiere Dignité, quoy qu'outre les affiches & publications de ladite Ordonnance, on eust pris vn soin particulier de la faire aduertir du contenu en icelle.

Cette entreprise s'estant faite avec bruit & scandale, ledit Sieur Euesque fut contraint de faire cesser les Vespres dans le Chœur, & les faire paracheuer dans la grande Sacristie, s'estant retenu d'vser de l'autorité de sa charge par les Censures de l'Eglise.

Le lendemain de ce desordre, le Promoteur bailla vne seconde Requête, remonstrant ce qui s'estoit passé le iour precedent, le mespris que ladite Dame auoit fait des Ordonnances, sur laquelle Requête ledit Sieur Euesque se contenta d'ordonner, que les mesmes defenses luy feroient reïterées pour la seconde fois.

La moderation de laquelle ledit Sieur Euesque vfa, aigrit au lieu d'adoucir l'esprit de ladite Dame, qui par vn mespris affecté continua de venir tous les iours dans le Chœur prendre la Chaire de la premiere Dignité, & faire occuper celle du grand Archidia-cre & la suiuite à ses Enfans; ce qui obligea le Promoteur de presenter vne troisieme Requête, sur laquelle ledit Sieur Euesque ordonna que defenses feroient faites pour la troisieme fois à ladite Dame, de troubler plus l'Office Diuin, par l'indeuë occupation des places des Ecclesiastiques, sous peine d'excommunication.

Au preiudice de laquelle Ordonnance, qui luy fut signifiée le 7. d'Aoust au matin, elle ne laissa pas de venir dans le Chœur de ladite Eglise Cathedrale, accompagnée de quantité de gens ar-

mez, & ayant trouué le Preuost dans la Chaire de sa Dignité, assistant à la grande Messe qui se chantoit, elle le fit arracher par force & par violence de sa place, de laquelle elle s'empara.

La Messe finie, le Promoteur se plaignit derechef audit Sieur Euesque de cét attentat, & du mespris apporté à l'exécution de ses ordonnances, demande par sa Requête, que tant ladite Dame, que ceux qui l'auoient assistée à commettre ces violences dans le Chœur, arrachant ignominieusement le Preuost de sa Chaire, fussent declarez excommuniez, comme veritablement ils l'estoient, pour auoir mis les mains violentes sur vn Prestre dans vn lieu sacré, pendant qu'on y celebrait.

Et quoy qu'il y eust lieu de la declarer excommuniée, la moderation dudit Sieur Euesque fut telle, qu'il se contenta de reïterer ses defences, tant à ladite Dame, qu'à tous autres, d'occuper plus les places des Ecclesiastiques, & de troubler le Seruice Diuin, sous peine d'excommunication, qui seroit encouruë de fait par les contreuenans.

Nonobstant cette Ordonnance, le mesme iour à Vespres ladite Dame retourna dans le Chœur, prit la Chaire du Preuost qu'elle contraignit de se retirer, comme il fit, apres auoir fait sa plainte au Sieur Euesque present dans son Siege Episcopal, qui ayant enuoyé vn Ecclesiastique pour exhorter ladite Dame, à rendre la Chaire audit Preuost, & deferer à ses Ordonnances, sans plus troubler le Seruice Diuin, & s'engager dauantage dans les Censures, elle fit risée de ses remonstrances, luy enuoyant dire par le mesme Ecclesiastique, qu'elle se mocquoit des excommunications, qu'elle estoit là pour les attendre, qu'il eust à les fulminer.

Ledit Sieur Euesque voyant cette opiniastreté, pour euitier vn plus grand scandale, sortit du Chœur avec tous les Chanoines & Beneficiers, pour faire chanter Vespres dans la grande Sacristie, à la porte de laquelle il se trouua entourné des domestiques, & autres gens armez apostez par ladite Dame, qui crioient qu'il falloit assommer l'Euesque & les Ecclesiastiques, taschant d'émouuoir le peuple à sedition, avec vn bruit & vn desordre extraordinaire, qui fut continué tant par ladite Dame, que par les siens pendant toutes les Vespres, à la fin desquelles le sieur Euesque ietta l'Interdict sur le Chœur de ladite Eglise Cathedrale, & transféra les Offices dans la Chappelle de Nostre Dame, s'imaginant

par ce moyen couper chemin aux desordres & aux violences que ladite Dame auoit commencé de commettre dans le Chœur de ladite Eglise, sous pretexte de ses pretentions.

Mais comme le dessein de ladite Dame n'estoit pas seulement d'occuper dans le Chœur la place affectée au Preuost, & autres Dignitez, & que sa principale fin n'estoit que choquant les Ordonnances du Sieur Euesque, le troubler dans ses fonctions, & remplir l'Eglise de desordre & de scandale, elle vint le 9. iour dudit mois d'Aoust en ladite Chappelle de Nostre Dame, en laquelle le Seruice auoit esté transferé, y occupa les premieres places du costé gauche, destinées aux Dignitez, & fit mettre son fils aîné de l'autre costé, dans la place reseruée au Sieur Euesque, lequel vsant de la mesme retenue qu'auparauant, se contenta de renouveler ses defenses le 13. dudit mois à ladite Dame, & à tous autres, d'entrer dans ladite Chappelle pendant les Offices, & de les interrompre. A la signification de laquelle Ordonnance qui luy fut faite, elle s'estant mise ce iour-là dans la Chaire dudit Sieur Euesque, fit response, Que quoy qu'elle n'eust pas enuoyé à Rome pour auoir des Bulles, elle vouloit nonobstant occuper cette place.

Le 25. du mesme mois, ladite Dame prenant auantage de la moderation dudit Sieur Euesque, retoutna encor dans la mesme Chappelle, accompagnée de quantité de gens armez, qui intimiderent tellement les Chanoines & autres Ecclesiastiques, qu'ils les contraignirent de sortir non seulement de ladite Chappelle, mais de l'Eglise mesme où elle est, sans chanter Vespres.

Ayant donc remply tant de fois l'Eglise de trouble & de scandale, ayant occupé les Chaires, tant des Dignitez que du Sieur Euesque, ayant vsé de tant de mespris & de violence, il ne restoit plus à ladite Dame, que d'empescher par force ledit Sieur Euesque en ses fonctions, & d'attenter à sa vie, s'il ne le vouloit permettre. S'estant donc persuadé, qu'il auoit fait arrester prisonnier vn certain Chanoine vicieux, qu'elle a maintenant retiré auprès d'elle. Le 29. iour dudit mois d'Aoust, elle mit quantité de gens armez à la porte de l'Eglise & de l'Euesché avec ordre de s'en prendre à la personne dudit Sieur Euesque, lors qu'il en voudroit sortir, & de se porter iusques aux extremitez, en cas qu'il ne voulust mettre en liberté ledit Chanoine qu'elle croyoit prison-

nier : Et afin de leur donner plus de hardiesse pour executer ce qui leur estoit commandé, ladite Dame se mit à la fenestre d'une maison qui regarde sur la porte dudit Euesché, les encourageant par sa presence; mais ayant appris que ledit Ecclesiastique n'estoit pas arresté, elle différa à un autre temps l'exécution de son mauvais dessein.

Et toutesfois pour ne perdre pas temps, & afin de n'avoir pas inutilement assemblé ses soldats, elle les enuoya en la maison de Maître Pierre de Francazal Chanoine Theologal & Sacristain de Mirepoix, & Vicaire general dudit Sieur Euesque, pour l'en chasser, & y commettre toutes sortes de desordres, ce qu'ils executerent si bien, qu'après avoir jetté les meubles à la rue, en avoir rompu & brisé une bonne partie, versé le vin dans la caue, meslé & confondu les grains, & mis tout au pillage, ils le contraignirent d'abandonner sa maison, que ladite Dame luy retient encor de son autorité.

Non contente de ces violences, ladite Dame vint l'après dinée du mesme iour 30. d'Aoust vis à vis des fenestres du Chasteau où demeure ledit Sieur Euesque, pour y faire battre à coups d'espée, comme elle fit en sa presence, par un Gentilhomme nommé Genfac, Maître Pierre Poret Prestre & Aumosnier dudit Sieur Euesque.

Voicy encor une recharge de violences & d'insolences tout ensemble, qui seront jugées tellement extraordinaires qu'elles ne pourroient pas tomber sous le sens commun de qui que ce soit, si la preuve n'en estoit rapportée bien constante.

Ladite Dame pour couvrir ses premieres violences & voyes de fait de quelque apparence de justice, ou plustost pour avoir un pretexte d'en commettre de plus grandes, appella comme d'abus des Ordonnances dudit Sieur Euesque, & s'estant pourueu au Parlement de Tholose par une procedure inouïe, elle fit ordonner, sans ouïr parties, qu'elle seroit restablie dans ladite place, d'où elle se disoit avoir esté tirée, & maintenue dans les demandes qu'elle faisoit de l'encens & de l'eau beniste à la main, procedure pleine de violence sans fondement, & contraire aux formes prescrites par les Ordonnances, qui veulent que combien que les instances de reintegrande soient sommaires, elles soient neantmoins jugées parties appellées, & avec cognoissance de cause.

Estant donc venuë en l'Eglise Cathedrale le 19. iour de Septembre, accompagnée d'un grand nombre de soldats, & d'un Conseiller du Parlement de Tholose, nommé Castaing, par elle choisi, comme estant redeuable de tout l'argent de son Office à Madame de Roquelaure sa mere, se transporta dans la Chappelle de Nostre Dame, où l'on chantoit la grande Messe, là ce preten-
du Commissaire contraignit le Prestre reuestu de ses ornements Sacerdotaux, & celebrant la Messe, de l'interrompre, & descendre de l'Autel pour respondre deuant luy comme vn criminel; luy fait commandement d'aller paracheuer la Messe dans le Chœur, qui estoit interdit, la porte duquel cependant on auoit enfoncée, ayans mesme ceux de la suite de ladite Dame contraint tous les Prestres & les Chantres de se retirer, pour éuiter leurs violences, & ayant necessité par ce moyen ledit Prestre qui celebrait, de paracheuer la Messe à basse voix.

Le 21. du mesme mois, veille de la feste de Sainct Maurice, Patron de la Cathedrale, ladite Dame par vne impieté manifeste (cela ne se peut autrement qualifier) pour troubler la ceremonie qu'on a accoustumé de faire ce iour là, enuoya de ses domestiques & autres gens dans le clocher, avec des cornes de bœuf, & des cors de chasse, sonner & chanter des chansons prophanes & lasciuës, s'estans saisis à cet effect du lieu, où à mesme heure le Chapitre auoit accoustumé de faire monter les Musiciens, pour chanter quelques motets à l'honneur de ce Sainct.

Le lendemain iour de la feste dudit Sainct, Patron de ladite Eglise, qu'on a accoustumé de faire vne Procession generale, à laquelle on porte toutes les Chasses & toutes les Reliques avec grande solemnité, ladite Dame empescha le peuple de suiure ladite Procession. Et le Clergé estant sorty tout seul, elle sortit quelque temps apres accompagnée de tout le peuple, prenant le chemin d'un autre costé, & estant paruenue à la porte de sa maison, commanda à vn chacun de se retirer chez soy, & de se donner bien garde de suiure la Procession; apres quoy elle fit venir son carrosse attellé de deux cheuaux, que son Cocher par son commandement poussa à toute bride vers les Ecclesiastiques qui continuoient ladite Procession, pour en troubler l'ordre, & les prieres qui s'y faisoient, elle estant cependant à la fenestre riant de ce desordre, au lieu de l'empescher.

Le mesme iour pendant les Vespres, elle fit occuper à ses laquais & autres gens apostez, les places des Chanoines & Ecclesiastiques; & en suite le Predicateur estant monté en Chaire, ladite Dame sortit de l'Eglise, faisant contraindre tout le peuple par ses gens armez d'espées & de bastons, de la suiure, en telle sorte que ledit Predicateur estant resté seul avec les Ecclesiastiques, fut obligé de descendre de Chaire, apres toutesfois plusieurs paroles outrageuses qui luy furent dites par des insolents, qu'elle fit rentrer dans l'Eglise à cet effect, lesquels le contraignirent de se renfermer dans l'Euesché, pour éviter les violences qu'ils luy vouloient faire.

On pourroit encor rapporter icy, que le 24. de Novembre suivant, les domestiques de ladite Dame, par son ordre, furent iusques dans l'Eglise porter le pistolet à la gorge à Maistre Iean Niort Prestre, Chanoine & Precenteur de l'Eglise Cathedrale, & l'obligerent de se jeter dans l'Euesché pour garantir sa vie.

Que le premier iour du mois de Decembre de l'année 1639. ladite Dame fit traifner par les rues de la ville de Mirepoix Maistre Iean Estienne, Prestre & Hebdomadier de la mesme Eglise, sans consideration de son caractere, ny de son aage decrepit.

Ily a quantité d'autres excez qu'il seroit trop long de déduire icy, & lesquels aussi bien que tous les susdits, resultent clairement des procez verbaux & informations faites en bonne & deuë forme: & produites au procez.

Telles entreprises & violences sont d'autant plus dangereuses, & meritent vn chastiment d'autant plus seuere, que ce sont des suites & continuations des excez commis, tant par le defunct mary de ladite Dame, que par ses Ancestres, qui semblent auoir laissé par traditiue à leurs successeurs, d'opprimer les Euesques & le Clergé dudit lieu.

Car pour ne remonter pas plus haut que l'année 1545. l'Arrest obtenu par Messire Dauid Bethon Cardinal de Saint André & Euesque de Mirepoix, ne fait-il pas voir que ceux de cette Maison ont pillé toutes celles de l'Euesché, enleué tous les tiltres & les papiers qui s'y sont trouuez, fait mil autres desordres & ravauges specifiez dans ledit Arrest?

Les bruslements, spoliations faites par eux l'an 1607. des biens du Chapitre, les mauuais traitements desquels ils vferent contre

les Chanoines & autres Beneficiers, ne se voyent-ils pas clairement dans l'Arrest donné la mesme année, qui est aussi produit au procez.

Les excez & outrages commis l'an 1632. tant en la personne dudit Sieur Euesque, de ses domestiques, que d'un Religieux Capucin, qui preschoit la mesme année le Carême à Mirepoix, par le feu Sieur de Lewis mary de ladite Dame, ne sont-ils pas prouvez par les Arrests d'adjournement personnel, de condamnation aux Galeres & de mort, donnez tant contre luy, que contre ses complices?

Les démolitions & les ruïnes faites par ceux de cette Maison, de tous les moulins du Chapitre, qui luy causent plus de cinq cens festiers de bled de rente de diminution en son reuenu, ne sont-ce pas de beaux tiltres pour leur donner la qualité de Fondateur qu'ils se veulent attribuer?

Ce ne seroit iamais fait, si on vouloit rapporter toutes les violences exercées par eux; c'est pourquoy on passe sous silence ce que tout le monde sçait, que les mauuais traitemens qu'ils firent à Messire Pierre de Villars Euesque de Mirepoix, ayant mesmes plusieurs fois attenté à sa vie, contraignirent ce bon Prelat, homme de grande pieté & erudition, de remettre entre les mains du Roy Henry III. son Euesché, comme n'y pouuant subsister à cause des oppressions qu'il y souffroit.

Toute cette longue suite de violences, renouvelées par celles qu'on a desia fait voir cy-dessus, que ladite Dame a commis, ont obligé le Sieur Euesque, Dignitez & Chanoines de Mirepoix, de recourir au Roy & à son Conseil, pour mettre fin & trouuer remede ausdites oppressions, sous lesquelles ils gemissent il y a si longtemps. Et ayant pleu à sa majesté euocquer à soy & à son dit Conseil la cognoissance de cette affaire, avec ses circonstances & dependances, par Arrest du 18. Nouembre 1639. confirmé du depuis par autre Arrest de retention, du 28. Aoust de l'année 1640.

Reste maintenant à juger l'appel comme d'abus, interjeté par ladite Dame, de toutes les Ordonnances cy-dessus dattées & données par ledit Sieur Euesque, & la complainte qu'elle a formée pretendante estre troublée en la iouissance & possession des droicts qu'elle dit luy appartenir, comme aussi à prononcer sur les demandes & conclusions du Sieur Euesque, Dignitez & Chanoines, le
Syndic

Syndic du Diocese de Mirepoix, & les Agents generaux du Clergé de France joints à eux.

Pour commencer donc par l'appel comme d'abus, les moyens ordinaires d'abus qui ont accoustumé d'estre proposez, sont, Quand il y a eu entreprise par les Ecclesiastiques sur la Jurisdiction Royale & temporelle, ou qu'on a iugé contre les Saints Decrets, Constitutions Canoniques & Ordonnances.

Oren ce rencontre, l'appellante ne scauroit monstrez qu'il y ait abus dans lesdites Ordonnances; attendu qu'elles ne sont, ny contraires aux Saints Decrets, ny aux Ordonnances de nos Roys, puis qu'elles s'y trouuent estre entierement conformes.

Ledit Sieur Euesque a ordonné au pied d'une Requête qui luy fui présentée le 25. de Iuin par son Promoteur, que defenses seroient faites à toutes sortes de personnes Laiques de prendre dans le Chœur de son Eglise Cathedrale les places effectées aux Ecclesiastiques, & de troubler par ce moyen le diuin Service à peine d'excommunication. Et en suite ladite Dame ayant voulu enfreindre cette Ordonnance, il luy a fait defenses d'y contreuenir, & de prendre les Chaires des Dignitez & des Chanoines, sous mesme peine, & voyant son opiniaistreté, au lieu de la declarer excommuniée, comme il le pouuoit, il s'est contenté d'interdire, le Chœur de ladite Eglise Cathedrale.

Il n'y a rien dans toute cette procedure qui marque entre prise sur la Jurisdiction Royale, ny qui puisse estre dit contraire aux Saints Decrets, Constitutions Canoniques, & Ordonnances de nos Roys, puis que l'ordre de tout temps pratiqué dans l'Eglise, a esté de distinguer les Ecclesiastiques d'avec les personnes Laiques, & particulièrement les femmes d'avec les hommes, comme il est remarqué par Philon le Iuif au Liure de la Vie Contemplative.

Et afin de ne s'esloigner pas du fait qui est à iuger, pour l'entrée & les places pretendues dans le Chœur de l'Eglise Cathedrale, l'usage & l'ordre de l'Eglise Gallicane a tousiours esté tel, que les personnes Laiques ne pouuoient estre meslees en vn mesme lieu avec les Ecclesiastiques. Le Concile second de Tours, tenu en l'an 570. sous le regne du Roy Aribert, dit en termes expres, *Vt Laici secus altare quando sacra mysteria celebrantur stare, vel sedere inter Clericos non praesumant, sed pars illa quae cancellis ab Altari diuiditur, tan-*

Le Concile
d'Agde can.
66. statutum
nō oportere in sacra-
tos Mini-
stros licen-

tiam habete
in Sacramēto,
quod Dia-
conicū ap-
pellant in-
gredi.

Aux Ca-
pit de Char-
lemagne, liv.
7. c. 278.

tum psallentibus pateat Clericis: d'où a esté tiré mot à mot le Chapi-
tre premier. Exin. de vita & honest. Clericorum.

Le Concile de Nantes can. 3. *hoc secundum auctoritatem Canonis
modis omnibus prohibendum, ut nulla famina ad Altare audeat accedere,
aut Presbytero ministrare, aut infra cancellos stare vel sedere.* Et pour ne
donner pas lieu de douter, & sçauoir au vray ce que signifient ces
mots, *infra cancellos*, la Glose sur le chapitre premier l'explique, di-
sant, *Infra cancellos, id est Chorus, in quo Clerici morantur ad cantandum
qui diuiditur ab Altari per cancellos.* Et voila la cōformité qu'ont les
Ordonnances dudit Sieur Euesque, avec les saints Decrets &
Conciles mesmes de l'Eglise Gallicane.

Elles ne l'ont pas moindre avec les Ordonnances de nos Roys,
puis que par celle de l'an 1606. art. 10. il est expressément defen-
du à toute sorte de personnes, de quelque qualité qu'elles soient,
d'occuper dans l'Eglise les places destinées aux Ecclesiastiques
pendant le Service Diuin, & nommément les hautes Chaires du
Chœur, destinées aux Chanoines & autres Beneficiers qui y font
le Service.

Ladite Dame ne peut dire non plus, que par cette Ordonnance
ledit Sieur Euesque ait entrepris sur la Jurisdiction Royale &
temporelle, puis que personne ne peut douter, qu'il ne soit du
pouuoir & du deuoir d'un Euesque, de regler la discipline Eccle-
siastique dans tout son Diocèse, & particulièrement dans le
Chœur de sa propre Eglise, qui est le lieu où luy & son Clergé s'as-
semble pour celebrer le Service Diuin, c'est ce que disoit le grand
Saint Ambroise à l'Empereur, *Nolite grauare ut in ijs qua diuina
sunt quicquam iuris te habere existimes, ad Imperatores palatia pertinent,
ad Sacerdotes Ecclesia, publicorum munium ius tibi commissum est non sa-
crorum, ius Caesaris non potest esse in templum Dei.* Et les Constitutions
Apostoliques, liv. 2. chap. 57. declarent expressément, que c'est
du deuoir des Euesques de donner aux Laïcs les places dans l'E-
glise, *sit autem eorum cura ut Laici in altera parte ordine & decorē &
quietē sedent. Item ut sedent mulieres separatim, ac cum silentio:* &
plus bas dans le mesme chap. *Si quis autem reperius fuerit qui sedeat
loco non decenti increpetur à Diacono tanquam à proreta traducatūque
in locum qui eum debeat.*

On pourroit rapporter icy vn nombre infiny de preuues, pour
faire voir que les Ordonnances du Sieur Euesque ne sortent point.

hors des limites de sa Jurisdiction, & que c'est à luy seul à ordonner des places & des ceremonies de son Eglise.

Aussi ladite Dame ayant reconnu, que de ce costé - là elle ne pouuoit fonder son appel comme d'abus, s'est - elle voulu seruir d'un pretendu exploict d'assignation aux Requestes du Palais de Tholose, qu'elle a fait antidatter, pour rendre ladite assignation anterieure aux ordonnances dudit Sieur Euesque.

Antidatte qui paroist clairement, en ce que 1. le pretendu trouble qu'elle allegue, ne pouuant proceder que desdites Ordonnances du Sieur Euesque (côme elle l'aduouë par ses escritures, & par la Requeste qu'elle a présentée au Conseil le 16. du mois d'Aoust 1639.) mal à propos auroit - elle fait donner assignation pour se voir maintenir en la possession d'une chose, dans laquelle elle ne pouuoit auant lesdites Ordonnances faire paroistre son pretendu trouble, puis que n'ayant fait esclorre ses pretentions que depuis icelles, elles ne luy auoient pas esté contestées, aussi tant la verité est forte, la dite Dame recognoit - elle par ses escritures, comme il a desia esté dit, que c'est les Ordonnances dudit Sieur Euesque qui luy ont donné lieu de se pouruoir audit Parlement.

2. L'antidatte paroist encor, en ce que si elle n'eust point eu besoin d'une personne qui luy eust esté affidée, pour datter l'exploict du temps qu'elle desiroit, pour le rendre anterieur ausdites Ordonnances, elle auroit fait faire ledit exploict au Preuost, seule personne legitime pour le receuoir, comme s'agissant de sa place, & par lequel elle se plaint d'estre troublée, & non pas à un autre particulier Chanoine, qui ne luy disputoit pas ladite place, & qui estoit à sa deuotion.

En dernier lieu, l'antidatte se recognoist en ce que par ledit exploict, la date du Committimus en vertu duquel il a esté fait, n'est non plus exprimée que le nom de celui qui l'a expédié.

Donc tant s'en faut, que lesdites Ordonnances du Sieur Euesque soient abusives, qu'elles sont extrêmement justes, comme estans entièrement conformes aux saints Decrets, Conciles de l'Eglise Gallicane, & Ordonnances de nos Roys.

Quant à la complainte qu'elle fait, disant estre troublée en la possession & jouissance de certains droicts imaginaires, qu'elle se persuade pouuoir pretendre dans le Chœur de l'Eglise Cathedra-

le, elle est aussi mal - fondée que dans son appel comme d'abus, puis que l'un est une suite de l'autre.

Ladite Dame dit, qu'elle a un droit particulier de prendre séance dans le Chœur de l'Eglise Cathédrale, & y précéder tous les Ecclesiastiques, occupant les Chaires des premières Dignitez, de s'y faire donner de l'encens & de l'eau bénite à la main, voulant fonder ces trois prétentions sur la qualité qu'elle donne aux Ancestres de feu son mary, de Patrons, Fondateurs, & Dotateurs de l'Eglise de Mirepoix.

Qualité qu'elle veut faire voir leur appartenir : Premièrement, parce qu'elle suppose que sesdits Ancestres ont fait quantité de fondations dans l'Eglise Cathédrale.

2. Parce qu'elle prétend que les Armoiries de ceux de la Maison de feu son mary, sont en divers lieux de l'Eglise, & sur une pierre qui est au pied du clocher, avec une inscription Latine.

Quant à ce qu'elle avance, que les Ancestres de son mary ont fait quantité, de fondations dans l'Eglise Cathédrale, le Sieur Evesque, Dignitez & Chanoines disent, Qu'il est vrai qu'un Evesque, & deux autres de cette Maison, qui n'ont esté que longtemps après la fondation dudit Chapitre, ont fondé quelques Obits; mais que cela ne peut estre dit fondation ny dotation du Chapitre, non plus que de l'Eglise Cathédrale, puis qu'il la suppose déjà faite, & que ce ne sont que des fondations particulières à titre onéreux, obligeant le Chapitre de faire dire tous les ans certain nombre de Messes pour le salut de l'ame des Evesques, & de ceux de cette Maison, qui ont laissé ce bien. Que si cela donnoit droit de Patronage & de fondation, le Sieur Evesque dernier mort, & quantité d'autres personnes, qui ont fait les mêmes legs & à même charge dans ladite Eglise, pourroient prétendre par même raison qu'eux, cette qualité: & par ainsi il y auroit plus de Patrons & de Fondateurs dans l'Eglise de Mirepoix, qu'il n'y a de Chanoines & de Beneficiers pour y faire l'Office.

Pour la seconde raison qu'elle tire des Escussions & des Armoiries qui sont aux vitres, & autres endroits de ladite Eglise.

Il est assuré qu'il y en a quantité, mais c'est un titre bien fragile, estant de verre, & qui prouve mal ce qu'elle prétend, puis que s'il y a cent Escussions, les quatre-vingts dix neuf estans chargez

de croffes & de mitrés, monstrent euidentement que c'est vn Euesque qui y a fait faire quelques reparations.

Que si par ces Armoiries, elle a droict de leur donner la qualité de Patrons & de Fondateurs de ladite Eglise Cathedrale, que ne la demande-t'elle aussi pour eux dans celle du Prieuré de Camon, & de l'Abbaye de la Grasse, où le mesme Euesque qui a possédé ces deux Benefices à mesme temps que l'Euesché de Mirepoix, a fait aussi mettre par tout les Armes de sa Maison, & où cependant elle, ny les Ancestres de son mary n'ont jamais pretendu aucun droict.

Mais ce qui monstre clairement, que ladite Dame a bien reconnu que les Armoiries de la Maison de son mary, qui se trouuent dans l'Eglise Cathedrale, n'appuyoient pas pour tout ses pretentions imaginaires de Fondatrice & de Patronne; c'est la Requête qu'elle a presentee au Roy & au Conseil, le 19. du mois d'Auril de l'année 1641. disant, que le Sieur Euesque de Mirepoix seroit allé à l'Eglise Cathedrale, & y auroit fait rompre & changer toutes les Armoiries & les Chaires du Chœur, suppliant sa Majesté luy permettre de prendre sur les lieux vn Commissaire, pour informer des changemens faits par ledit Euesque, & verifier par mesme moyen l'estat de ladite Eglise.

Surquoy le Conseil auroit donné Arrest, portant, Qu'un des Sieurs Maistres des Requestes se transporteroit dans trois mois sur les lieux, pour informer des faits contenus dans ladite Requête, & proceder à la verification de ladite Eglise.

Requête qui a esté présentée à deux fins, comme il se peut juger par ce qui s'est passé en suite.

La premiere, pour prolonger l'affaire qui estoit en estat d'estre jugée, du succez de laquelle ladite Dame connoissant sa mauuaise cause, desespéroit tout à fait.

La seconde & principale, Que voyant que les choses n'estoient pas dans ladite Eglise en l'estat qu'il falloit pour prouuer ses pretendues qualitez, elle qui ne manqua iamais de moyens, soit bons, soit mauuais, pour paruenir à la fin, croyant facilement venir à bout d'un expedient qu'elle auoit projecté, qui estoit de faire rompre les chaires du Chœur, & changer les Armoiries qui sont dans ladite Eglise, pour pouuoir dire par apres au Commissaire (si elle en y faisoit transporter quelqu'un) que c'estoit le Sieur

Euesque, qui voyant que ces Armoiries, & la disposition de ces Chaires faisoient pour elle, auoir fait tout ce changement, ainsi qu'elle auançoit desjà par sadite Requeste.

Mais par bonne fortune, s'estant trouué des gens dans ladite Eglise Cathedrale, lors que ceux que ladite Dame y auoit enuoyez commençoient à rompre lesdits Escussions & lesdites Chaires, ils en furent empeschez, & le Sieur Euesque fut aduertý assez à temps, pour preuenir l'effect de cét artifice malicieux, y faisant tenir des gens iour & nuict pour garder ladite Eglise.

Or ledit Sieur Euesque prenoyant que ladite Dame n'ayant pü executer son mauuais dessein, & que l'Eglise demeurent en l'estat qu'elle auoit tousiours esté, faisant contre ses intentions, elle ne feroit pas venir vn Commissaire sur les lieux, puis qu'il ne pouuoit que verifier les faussetez & les calomnies contenues dans la Requeste qu'elle auoit présentée. Le Sieur Euesque ayant d'ailleurs grand interest d'auancer le jugement du procez, & de faire voir au Roy & à son Conseil, avec combien de raison & de justice il soustenoit, que ceux de cette Maison n'auoient aucun droit dans son Eglise, pour n'estre pas aussi obligé d'y tenir continuellement des gens, pour empescher que ceux de ladite Dame n'y alterassent quelque chose, auroit présenté Requeste au Roy & au Conseil, tendante à ce qu'il plüst à sa Majesté luy permettre, de faire transporter sur les lieux vn Commissaire, pour verifier l'estat de ladite Eglise, & informer des calomnies & suppositions malicieusement auancées contre luy par ladite Dame.

Le Roy & le Conseil ayant donné Arrest & Commission à cét effect, Monsieur de Moulnoiry Maistre des Requestes en vertu de ladite Commission seroit venu à Mirepoix, le 22. de Nouembre del'année 1641. ayant procedé à la verification de l'estat de l'Eglise Cathedrale, n'y auroit rien trouué d'innoué, & auroit verifié, que si dans ladite Eglise il y a des Armoiries de Leuis, c'est d'vn Euesque qui estoit de cette Maison, comme les Crosses & les mitres qui sont au dessus de quantité desdits Escussions le monstrent, & qu'il y aux lieux plus honorables, quantité d'Armoiries d'autres Euesques qui ne sont pas de cette Maison, particulièrement celles de Guillaume Dupuy, lequel a fait bastir ladite Eglise, & est représenté dans la grande vitre derriere le grand Autel, (comme il tesulte du verbal dudit sieur Commissaire) reuestu Pontifi-

calement, avec ses Armoiries sous ses pieds, qui sont trois tours, tenant en ses mains la figure de l'Eglise Cathedrale qu'il a fait bastir, & qu'il presente à Saint Maurice, qui en est le Patron.

Ce qui ne preuue pas les fins de la Requête de ladite Dame, & que ceux de la Maison de Lewis l'ayent bastie; par consequent qu'ils en soient Fondateurs, ny qu'ils aient droit d'occuper dans le Chœur d'icelle, les Chaires & les places des Dignitez, puis qu'il se iustifie par le mesme verbal du sieur Commissaire, qu'ils ont leur place & leur banc à la Nef, avec cette inscription tronquée au dossier d'iceluy, **EIGNEVR DE MIREPOIX**, ayant rompu les quatre premieres lettres, lesquelles jointes à ce mot d'**EIGNEVR**, faisoient **CONSEIGNEVR DE MIREPOIX**.

Ce qui suffira pour faire voir que ladite Dame reconnoist prou, que ces Armoiries & ces Escussions ne luy donnent pas le droit de Fondatrice & de Patronne, qu'elle n'a fait semblant de pretendre que pour luy seruir de pretexte pour continuer les violences, que tant son mary que ses Predecesseurs, ont exercé contre les Euesques & les Ecclesiastiques de Mirepoix.

Quant à la pierre qu'elle dit estre au bas du Clocher avec leurs Armes, & l'inscription Latine qui porte ces mots, *Anno Domini millesimo ducentesimo, nonagesimo octauo, die Sancti Ioannis ante Portam Latinam, Dominus Ioannes de Lewis hanc fundauit Ecclesiam.* &c. Elle ne deuoit pas obmettre ce qui resulte encore du mesme verbal du sieur Commissaire, qu'au dessous des bouts comme d'un espee de quadre qui enuironne ledit Escriteau & les Escussions qui sont au dessus de Foix, & de Lewis, il y a de chaque costé deux Escussions d'un Euesque de Lewis, chargez de Crosse, comme d'as tout le restant du Clocher on en void grand nombre avec les marques Episcopales, qui monstrent clairement comme tout le monde le sçait dans le pais) que c'est Philippe de Lewis Euesque de cette Maison, qui faisant bastir ledit Clocher, y a fait apposer la pierre qui porte cette inscription, de la datte de laquelle, qui est de l'an 1298. il n'y auoit point de Crosse ny de mitre à Mirepoix, puis qu'elles n'y sont que de l'an 1317. que l'Eglise paroissiale fut erigée en Cathedrale & Episcopale, & qu'il paroist par l'acte de l'an 1413. produite au procez, que ledit Euesque a tiré cette pierre d'une Chappelle ruinée hors la ville, qui estoit autrefois à des Religieuses, & de laquelle Iean de Lewis & Constance de Foix

estoyent Fondateurs, qui l'a fait mettre au bas du dit Clocher, pour laisser à la posterité quelque marque de pieté de ses Ancestres, preuoyant peut-estre que ceux qui viendroient apres luy de cette Maison, ne donneroient pas de grandes preuues de la leur.

Mais qui ne sçait que pour induire des marques de fondation il ne faut pas aller chercher des inscriptions & des Armoiries sur des pierres, & sur les vitres d'une Eglise: mais qu'il faut conformément à l'Ordonnance de François I. de l'an 1539. article 13. & 14. faire promptement apparait du droit qu'on y a, par de bons & authentiques tiltres de fondation, ou par des sentences & iugemens contradictoirement donnez, avec partie legitime & connoissance de cause.

Aussi ladite Dame connoissant, que quand bien cette inscription & ces Armoiries seroient telles qu'elle disoit, sans marques Episcopales, elle ne suffisoient pas toutesfois, pour donner aux Ancestres de son mary ces qualitez pretendues, a-t-elle voulu les fortifier d'un acte, qu'elle dit estre vne transaction passée entre le Chapitre de Mirepoix, & vn Rogier Bernard de Leuis,

Acte qui est de l'an 1413. & duquel si on tire vne clause qu'elle y a fait inserer, & de laquelle on verifie clairement la fausseté par la confrontation de la copie qu'elle a produite avec l'original, il n'y a rien qui ne fasse contre les pretentions imaginaires de ladite Dame, & qui ne prouue clairement qu'ils ne sont ny Patrons, ny Fondateurs.

Premierement en ce qu'il est porté par iceluy, que Rogier Bernard de Leuis affectant d'auoir part dans les Offices, Prieres & Sacrifices qui se faisoient dans l'Eglise Cathedrale, pour faire que les Beneficiers d'icelle fussent tenus de prier Dieu pour luy & pour les siens, il donne au Chapitre vn champ entouré en partie de muraille, & vne Chapelle vulgairement appelée Nostre Dame de Beau-lieu, laquelle ceux de Leuis auoient autresfois donnée à des Religieuses.

Il est aisé de iuger par cette clause qu'ils ne sont pas fondateurs de l'Eglise, ny du Chapitre; car s'ils l'estoient, *hoc ipso*, ledit Rogier Bernard de Leuis auroit, sans rien donner dauantage, part dans toutes les Prieres & Offices qui se font dans ladite Eglise.

Secondement, ledit acte porte que cette Chapelle menaçant ruine, & ne pouuant subsister en son entier, les deux Messes que
ledit

ledit Rogier Bernard de Leuis par le mesme Acte obligeoit le Chapitre d'y faire dire toutes les semaines, ne pouuant s'y continuer, il supplioit ledit Chapitre de luy accorder vne des Chapelles construites en l'Eglise Cathedrale, qui pour lors se bastissoit, & permettre que lesdites deux Messes qui se disoient dans l'autre, se continuaissent dans celle de l'Eglise Cathedrale, dans laquelle il supplioit ledit Chapitre de luy permettre aussi de faire faire vn tombeau pour luy & pour les siens.

D'où on void encore que ladite Eglise se bastissant en ce temps-là, qui estoit en l'an 1413. ce ne pouuoit estre celle de laquelle ils pretendent estre Fondateurs, en vertu de l'inscription de la pierre ja mentionnée, qui est de la date de l'année 1298.

De plus, s'ils eussent esté Fondateurs, & qu'ils eussent trempé à la bastisse de l'Eglise qui se faisoit pour lors, auroit-il esté obligé de demander au Chapitre vne Chappelle, pour y auoir sepulture pour luy & pour les siens, puis qu'estant Fondateur, non seulement il pouuoit auoir sans la demander, vne Chappelle; mais la place la plus honorable que les Laïcs puissent auoir dans l'Eglise pour leur sepulture.

En outre s'ils eussent esté Fondateurs, ledit Chapitre n'eust-il accordé par ledit acte audit Rogier Bernard de Leuis, que la seconde Chappelle, auroit-il esté necessaire que ledit Chapitre luy eust permis d'y faire seulement peindre ses Armoiries, qu'il pouuoit (estant Fondateur) faire mettre par tout sans aucune permission, laquelle toutesfois (comme porte ledit acte) le Chapitre ne luy a donnée qu'à condition qu'il se retireroit vers le Seigneur Euesque, qui estoit pour lors pour en ordonner ce qu'il luy plairoit, connoissant bien qu'il n'appartenoit qu'à l'Euesque à luy faire cette grace, qui faisant bastir l'Eglise en estoit le seul Fondateur.

Iusques icy il est facile à voir, qu'il n'y a rien de fouorable pour ladite Dame dans l'acte qu'elle a produit, & que si elle eust crû que la clause fausse qu'elle y a inferée se fut descouuerte, elle ne l'auroit pas mis au iour.

Cette clause qu'elle veut faire passer pour vn motif que le Chapitre a eu, pour condescendre aux demandes dudit Rogier Bernard de Leuis, porte de la façon qu'elle l'a produite par sa coppie, *Inclinati quam maximè ad sequentia cum egregia Constantia de Fuxo, &c. Hanc Ecclesiam fundauerit Cathedralem, & l'original au contraire dit,*

Inclinati quam maxime adsequentia cum egregia Domina Constantia, &c. sepulta sit in ista Capella. Il y a bien de la difference entre dire, que le Chapitre condescendoit aux demandes dudit Rogier Bernard de Leuis, en consideration de ce que Constance son ayeule ou bis-ayeule auoit fondé ladite Eglise Cathedrale, comme dit la clause faussement inserée dans la coppie produitte par ladite Dame; & de dire (comme porte la veritable clause qui se lit dans le vray Original, que le Chapitre estoit porté à consentir à ce que ledit Rogier Bernard desiroit particulièrement, parce que ladite Dame Constance estoit enterrée dans ladite Chappelle, qui menaçoit ruïne, & de laquelle il vouloit que les offices fussent transferez en la seconde Chappelle, qu'il demandoit dans l'Eglise Cathedrale.

Et c'est cette Chappelle ruinée qui autresfois estoit à des Religieuses, & de laquelle Rogier Bernard de Leuis donnoit par le mesme acte, les materiaux au Chapitre, que Jean de Leuis & Constance sa femme auoit fondée l'an 1298. de laquelle a esté tirée la pierre qui a l'inscription de leur fondation pretendue, & qui a esté mise au bas du Clocher par Philippe de Leuis Euesque de cette Maison, qui l'a fait bastir.

Voila ce que contient de plus important touchant l'affaire (donc est question) cet acte que ladite Dame produit, lequel quand on auroit voulu faire exprès pour se defendre de ces pretentions, on n'auroit iamais sceu le dresser plus auantageusement, pour le Sieur Euesque, Chanoines & Dignitez.

Mais vn acte decisif de cette affaire, est la Bulle de l'erection de l'Eglise parrochiale de Mirepoix en Cathedrale, & de la fondation del'Euesché & du Chapitre, faite en l'année 1317. par le Pape Jean XXII. qui fait voir que tout le reuenu de l'Eglise de Mirepoix, tant pour l'Euesché que pour le Chapitre, a esté tiré de l'Euesché de Tholose, pour lors erigé en Archeuesché, & qui estant le seul & vray tiltre, où deuroit estre fait mention de leurs pretendus droicts, n'en parlant point du tout, fait clairement cognoistre qu'ils n'y ont jamais eu, non pas seulement de droict, mais mesme de pretention; outre que le Patronat ayant esté tousiours plustost pris pour vne grace ^a concedée, que pour vn droict, & n'ayant esté accordé au commencement que pour les Oratoires & Chapelles particulieres, & qu'avec beaucoup de peine estendu ius-

ques aux Eglises parochiales, il n'a jamais esté souffert ny accordé dans les Cathedrales, comme estant vne subjection qui ne peut cōpatir avec leur dignité, joint que c'est entreprendre sur les droicts du Roy, qui est le seul Patron, protecteur & defendeur de toutes les Eglises Cathedrales de son Royaume.

Ladite Dame dira peut-estre, que les Ancestres de son mary estoient Fondateurs de l'Eglise parochiale, & qu'ils ont conserué ce droit, encor bien qu'elle ait esté erigée en Cathedrale.

Mais à cela on luy respondra deux choses. La premiere, qu'il est aussi facile de faire voir qu'ils ne l'ont iamais esté de la parochiale que de la Cathedrale, d'autant que ce seroit renuerfer l'ordre de la Nature, que de mettre l'effect deuant sa cause, puis que Mirepoix estant au Comte de Foix originairement, ^b & ayant vne Eglise parochiale auant qu'il eust esté conquis sur lesdits Comtes, & donné en garde par le Comte de Monfort à Guy de Lewis, qui est le premier venu de cette Maison en ce pais-là, elle ne peut pas auoir esté fondée ny bastie par eux.

La deuxiesme, que quand bien on accorderoit au sieur de Lewis, ce qu'on a desia clairement monstré ne pouuoir estre, qu'ils auroiēt eu quelque droit en cette Eglise en l'an 1298. on s'oustient qu'ils l'auroient perdu par l'erection faite du depuis en Cathedrale, l'an 1317. suiuant l'exemple rapporté au chapitre, *cum inferior Extr. de maiorit. & obediens*, d'un Archidiacre de l'Eglise de Cologne, qui voulant continuer d'vser des mesmes droicts & jurisdiction qu'il auoit sur vne Eglise auparauant qu'elle fust erigée en Cathedrale, fut repris par le Pape, lequel luy declara qu'il n'en pouuoit plus vser, attendant son erection.

Estant assésuré, que les droicts du Patron & du Fondateur dans l'Eglise qu'il a fondé, ne sont ny plus iustes, ny plus legitimes, ny plus naturels, que la puissance & l'autorité d'un pere sur ses enfans, si donc *c summa Patritatus dignitas à sacris paterni filium eximit, ne videantur qui à nobis loco parentis honorantur alieno iuri esse subij.* Et: combien à plus forte raison l'Eglise parochiale, *qua alieno iuri subiecta erat*, en a-t'elle esté deliurée par son erection en Cathedrale & Episcopale, ^d qui peut estre veritablement appellée *summa Patritatus dignitas*, puis que Dieu a constitué les Euesques Peres & Pasteurs de son peuple, & leur Eglise Mere de tous ceux qui sont dans leur Diocese, de quelque qualité qu'ils soient.

can. 10. le Patronat est appelé grace, reſeruata edificatori, hac gratia, *En la glosse, verbo tibi, sur le canon, nemo causa 32. q. 4.* Ius dicitur quod ex indulgentia, vel ex dispensatione Apostoli habetur, vt vnus quisque habeat, sicut dicitur ius Patronatus, quod ex gratia tantum habetur. ^b In libro Hist. Albigens. Petr. Vallis Cernenſis, dum autem iret Comes apud Appamias deuenit ad Castrum, quod dicitur Mira-peix, statimque cœpit illud, & erat de Dominio Comitum Fuxencis, &c. ^c In 6. vlti-

mo de Con-
sulibus, lib.
12. cod.

d Iustin. no-
uella 81. que
refertur au-
thentica, sed
Episcopalis
codice de
Episcopis &
Clericis, in
hæc verba,
sed Episcopi
dignitas sol-
uit, ius pa-
triar potesta-
tis sicut etiā,
& Consula-
ris & Præfe-
ctura sacro-
rum Præto-
riorum.

e Le chap.
Sacro sancta
de elect. &
le chap. Mas-
sana, au mes-
me tilt. &
le can. Bene-
quidem, en
la 99. dist.

Aussi est-il inouï & sans exemple, que dans le Chœur d'une Eglise Cathedrale aucun particulier, quel qu'il soit, puisse pretendre des droicts honorifiques, qui ne peuuent estre demandez que dans des parroisses, bien loin d'y en auoir de la nature de ceux que ladite Dame se veut attribuer, qui ne peuuent pas mesmes estre soufferts dans vne Eglise parochiale, comme estans contraires aux saincts Decrets, aux Conciles, aux Ordonnances de nos Roys, & à la bien-seance mesme.

Et ne faut pas qu'elle allegue comme elle faict, vne possession : car outre qu'il n'y peut auoir de prescription à vne chose contraire aux saincts Decrets, à la bien-seance, & aux ordres de l'Eglise, & que les Laïcs ne pouuans posseder les choses spirituelles sans tiltre qui les rendent capables de les posseder, ne prescriuent iamais contre l'Eglise, *cap. causam de prescriptionibus*, on luy nie absolument, qu'elle, son mary, ny aucun de ses Ancestres, ayant jamais esté dans cette possession pretendue, aussi n'apporte-t'elle pour la prouuer d'autres actes, qu'un attestoire, acte informe & singulier qu'elle a extorqué de quelques habitans de Mirepoix, qu'elle tient comme captifs.

On adiouste de plus, que quand on accorderoit à ladite Dame, que la qualité de Patron & de Fondateur de l'Eglise de Mirepoix, appartiendroit à son mary (ce qu'on a desia monsté clairement ne pouuoir estre) que cela ne luy donneroit pas comme elle pretend aucun droict dans l'Eglise, de la nature de ceux qu'elle y veut prendre, puis que toutes les graces, les priuileges & droicts qui ont esté accordez aux Fondateurs, consistent seulement à marcher en Procession & à l'Offrande les premiers de tous les Laïcs, comme le porte formellement la Declaration qu'en fait le Pape Gelase dans son Epistre 16. q. 7. Canon *pie mentis*, en ces termes : *ut nihil Fundator ex hac Basilica nouerit vendicandum nisi Processionis aditum*, qui *Christianis omnibus in commune debetur*, ausquels priuileges a esté adiousté par le Concile 9. de Toledé can. 2. Celuy de presenter aux Benefices par eux fondez, ce que les Ancestres de ladite Dame n'ont iamais eu à Mirepoix, comme aussi n'en font-ils ny Patrons, ny Fondateurs.

Pour la qualité de Marquise, par laquelle elle pretend jouir de ces droicts imaginaires dans l'Eglise, on luy dit qu'elle ne sçauroit faire voir qu'elle ait cette qualité, ny qu'il y ait aucune terre

dans toute la Maison de son mary qui ait esté erigée en Marquisat, & que c'est vn Tiltre qu'il a pris de son autorité, lequel mesme quand il possederait justement, & par concession du Roy, ne luy donneroit nullement le droit de pretendre, ny de posseder dans l'Eglise Cathedrale aucune des choses qu'elle demande.

Quant à l'autre qualité de Mareschal de la Foy, qu'elle auance aussi appartenir à ceux de cette Maison, elle est fondée sur vn fort pauvre Tiltre, puis qu'elle n'en a point d'autre que ces mots du Val-Sarnay, qui a escrit l'Histoire de la guerre des Albigeois, quidit, *Misit Comes*, parlant du Comte de Monfort, *Marescallum suum Guidonem de Lewis, Virum fidelem, & armis strenuum*; y ayant vne grande difference entre dire, *Misit Comes Marescallum suum*, & entre dire, *Misit Comes Marescallum Fidei*; car s'il eust esté Mareschal de la Foy, comme il n'estoit que Mareschal du Comte, c'est à dire, son Mareschal de Logis, ou autrement, l'Auteur auroit dit, *Misit Comes Marescallum Fidei*, ou *Marescallum Exercitus Fidei*, s'il eust esté Mareschal de l'armée de la Foy.

Et n'en desplaise à ce grand homme, qui a voulu faire sortir les bluettes de son bel esprit par la conclusion qu'il a tirée, disant que de ces paroles, *Misit Comes Marescallum suum*, ceux de cette Maison ont eu droit de prendre ce Tiltre de Mareschal de la Foy, iamaïs cette consequence ne sortira de cét antecédent, & ne sera confirmée par le passage qu'il apporte de *Mattheus Paris*, lors qu'il parle de la Ligue que les Grands d'Angleterre formerent contre leur Roy, en ces termes, *Quacum Magnates cognouissent constituerunt Robertum filium Vualtheri Principem Militie sue, appellantes eum Marescallum Exercitus Fidei, & Ecclesie sancte*, veu que ces paroles font le rebours de la consequence tirée par ce Docteur, & lesquelles il suffit de rapporter, pour prouuer tout le contraire des intentions de celuy qui les allegue, y ayant vne grande difference entre ces mots de Pierre du Val-Sarnay, *Misit Comes Marescallum suum Guidonem de Lewis*, &c. Et ceux de *Mattheus Paris*, *Constituerunt Robertum filium Vualtheri Principem Militie sue, appellantes eum Marescallum Exercitus Dei, & Ecclesie sancte*. Mais à quoy disputer sur vne chose si claire, & qui est desia décidée par vn Arrest de la Cour de Parlement de Paris, de l'année 1274. par lequel il est defendu à ceux de cette Maison, de prendre iamaïs plus ce Tiltre, & cette qualité de Mareschal de la Foy.

Ce qui n'est auancé que pour faire voir en toutes façons, que ladite Dame n'a aucun Tiltre, ny aucune raison pour appuyer ses pretentions & demandes extraordinaires, & non pas pour diminuer l'esclat & le lustre de cette Maison, qu'on auouë estre tres-bonne & ancienne, & de laquelle tous ceux qui en sont pourront prendre (sans que lesdits Ecclesiastiques s'y opposent) toutes les qualitez qui leur plaira, pourueu que par icelles, ils ne pretendēt rien au prejudice des droicts de l'Eglise.

Il seroit trop long & ennuyeux de s'amuser à examiner vn ramas de quantité de lieux communs qui composent sa productiō, & qui y ont esté mis plustost à dessein de la grossir, & retarder dauantage le iugement du procez, que de prouuer & establir solidement ses trois pretentions susdites, lesquelles demeurent claiement destruites, puisque le fondemēt sur lequel elle les appuyoit est tout à fait rēuersé, & qu'il est difficile de sçauoir à quel dessein elle produit de certains actes qui ne font rien en l'affaire, tesmoin celuy qu'elle dit estre vne permission accordée par vn Pape à quelqu'vn de cette Maison, de choisir vn Confesseur qui ait pouuoir d'absoudre des Cas reseruez. Car il n'y a point d'apparence que cēt acte puisse appuyer ses demandes, n'estāt pas vne marque de pieté extraordinaire, que d'auoir besoin d'vn Confesseur qui puisse absoudre des Cas reseruez, estant aussi difficile de croire, que ladite Dame vueille qu'on se persuade qu'elle ait besoin de cette permissiō.

Pour les injures & outrages, par lesquelles ladite Dame discharge sa bile sur ledit Sieur Euesque, Dignitez & Chanoines, & qui font la plus grande partie de ses escritures & de ses raisons, ils ne sont pas capables de faire sortir lesdits Ecclesiastiques hors des bornes de la modestie & de la charité, à laquelle les oblige leur profession, ny d'empescher qu'ils ne cachent beaucoup de veritez qui seroient bien plus cuisantes à ladite Dame, parce que la verité picque tousiours dauantage, que ne sçauoient faire toutes les calomnies & mesdisances qu'elle aduance contr'eux.

Seulement en tireront-ils cette consequence, que si ladite Dame a l'audace de traicter ainsi de paroles, à la face du Roy & de son Conseil, lesdits Ecclesiastiques (desquels pour le moins elle deuroit considerer le caractere) qu'est-ce qu'elle doit faire par effects, lors qu'elle est à deux cens lieues d'icy, dans vn lieu où elle ose tout, & où les montagnes favorisent extraordinairement

les mauuais desseins de ceux qui ont inclination à mal faire.

Puis donc que les violences & excez commis par ladite Dame, demeurent destituez du pretexte qu'elle leur a voulu donner, des droicts qu'on a fait voir cy-dessus estre tout à fait imaginaires, passent pour des attentats & pures voyes de faict, le sieur Euesque, Chanoines, Dignitez & Syndicq du Clergé dudit Diocese, les Agents generaux du Clergé de France joints à eux :

Concluent à ce que ladite Dame, soit démise de ses trois pretentions, que les Ordonnances dudit Sieur Euesque, sortans leur plein & entier effect, elle soit deboutée de son appel comme d'abus.

Que defenses soient faites, tant à elle qu'à ses enfans, de prendre ny s'attribuer le tiltre & la qualité de Patrons & de Fondateurs deladite Eglise Cathedrale, ny pretendre aucun droict en icelle.

Et puis qu'il n'y a point d'autre moyen pour deliurer à l'auenir les Euesques & Ecclesiastiques de Mirepoix, des violences & oppressions sous lesquelles ils gémissent il y a tant de temps, pour les mettre en la liberté de leurs fonctions & assurance de leurs vies, que de retirer des mains de ceux qui en abusent si fort, le pouuoir & l'autorité.

Il plaife au Roy (auquel desia la premiere partie de la Iustice de Mirepoix, comme de toutes les terres de cette Maison, & la moitié de tous les Domaines appartiennent, ainsi qu'il se void par l'acte du pariage produit au procez) reprendre la premiere partie de la Iustice de Mirepoix, de laquelle ceux de cette Maison n'ont iouy que par concession *ad vitam*, depuis quelques années, & par tolerance au prejudice du rachapt fait par les habitans, & confiscant l'autre moitié qui est à eux; enjoindre aux Consuls, de reprendre les Chapperons & Liurées Royales, que ceux de cette Maison leur ont osté d'autorité, de tenir les murailles & les portes de la Ville en tel estat, qu'il ne puisse estre méfait de nuict ny de iour ausdits Ecclesiastiques: Defendre à ladite Dame, d'aller, ny d'enuoyer plus ses domestiques, & autres gens armez dans ladite Ville: Ordonner qu'elle rendra & restituera à M^e Pierre de Franczal, Chanoine Theologal de ladite Eglise, la maison qu'elle luy détient, avec despens, dommages & interests: se remettant à ce qu'il plaira au Roy, & à Nosseigneurs de son Conseil, ordonner pour la reparation des excez & attentats par elle commis, avec despens.

Monsieur

Rapporteur.



